



**FO ÉNERGIE ET MINES DEMANDE
UNE RELANCE IMMÉDIATE DU PROGRAMME
ÉLECTRO NUCLEAIRE FRANÇAIS!**

RTE a rendu public son Bilan Prévisionnel sur le mix électrique pour 2050 qui s'inscrit dans l'atteinte d'une neutralité carbone de notre pays à cet horizon.

FO Énergie et Mines a pris toute sa part dans ce travail élaboré dans le cadre d'une large concertation.

Nous avons émis des réserves sur des points tels que la trajectoire de la consommation électrique dont nous pensons qu'elle sera plus élevée ou encore sur la part de la production nucléaire nécessaire pour faire face aux besoins qui nous apparaît insuffisante.

Néanmoins, il s'agit là d'un travail sérieux permettant aux pouvoirs publics de préparer l'avenir et cela sans tarder, car il y a urgence !

FO retient des travaux de RTE que pour atteindre la neutralité carbone en France en 2050, **il est nécessaire d'électrifier massivement les usages** que ce soit dans les transports, les bâtiments et l'industrie.

FO soutient également le fait qu'au-delà de cette neutralité carbone, **une attention particulière soit portée à l'empreinte carbone de notre pays**, c'est-à-dire en prenant en compte le contenu carbone des importations.

De ce point de vue, **FO continue à militer pour une réindustrialisation ambitieuse** qui serait vertueuse au plan économique, social et environnemental, perspective qui a d'ailleurs fait l'objet d'une variante par rapport au scénario central de RTE. Ce choix impacte les hypothèses de consommation d'électricité qui seraient ainsi portées à 750 Twh en 2050. C'est bien cette hypothèse d'ailleurs minimale à nos yeux que FO privilégie et non celle du scénario central de RTE de 645 Twh.

S'agissant des hypothèses de consommation, FO rejette toute politique de sobriété, qu'elle résulte d'un des scénarios de RTE (555 Twh) ou plus encore des scénarios Négawatt et Ademe,

FO refuse, en effet, tout scénario qui s'inscrirait dans une logique de décroissance par une atteinte aux libertés individuelles. Nous rejetons en particulier les mesures limitant l'usage des véhicules automobiles dont les premières victimes seraient les classes populaires ainsi que celles impliquant de densifier l'habitat collectif au détriment de ceux des Français qui aspirent à un habitat individuel.

S'agissant du mix électrique en 2050, FO soutient l'approche de RTE, qui raisonne en coût complet, c'est-à-dire en incluant les coûts de réseau et de flexibilité nécessaires à chaque moyen de production.

FO souligne également l'affirmation de RTE selon lequel le « **nouveau nucléaire** » c'est-à-dire l'EPR est économiquement pertinent.

FO se reconnaît donc davantage dans le scénario le plus ambitieux en matière nucléaire (dit N03), impliquant la prolongation des centrales existantes à minima jusqu'à 60 ans et la construction de 14 réacteurs EPR et de quelques SMR. Mais **nous considérons qu'il s'agit là d'un scénario bas qui peut et doit être revu à la hausse.**

Sans vouloir opposer renouvelables et nucléaire, il n'en demeure pas moins que le recours au renouvelable est plus coûteux pour la collectivité et que l'acceptation des populations d'un déploiement très fort des renouvelables est loin d'être acquis.

Ces éléments confortent FO dans ses revendications.

FO demande aux pouvoirs publics :

- De décider immédiatement d'un premier programme de construction de 6 EPR.
- D'abroger les dispositions de la loi Énergie Climat qui prévoient la fermeture de 12 réacteurs d'ici 2035 (en plus des deux de Fessenheim).
- De permettre aux réacteurs de fonctionner a minima jusqu'à 60 ans, dès lors qu'ils sont jugés aptes à la sûreté.

La relance du programme électro nucléaire est indispensable et essentielle pour le mix électrique français, la sécurité d'approvisionnement et l'atteinte de nos objectifs climatiques.

Elle mettrait la France dans une meilleure position pour remporter des marchés à l'exportation à un moment où le nucléaire redémarre dans de nombreux pays dans le monde. Il est en effet difficile de vendre des EPR si son propre gouvernement reporte sans cesse les décisions !

Cette relance est tout aussi **indispensable pour des raisons sociales que ce soit en termes de pouvoir d'achat des Français, mais aussi en termes d'emplois**, car et FO insiste particulièrement sur ce point : **l'industrie nucléaire, troisième filière industrielle française emploie 220 000 travailleurs, très qualifiés**, et qu'elle est dans l'attente de cette relance.

Quant au développement des ENR, FO rappelle sa revendication afin que tous les travailleurs produisant de l'électricité bénéficient du Statut national du personnel des IEG. Il ne saurait y avoir de développement durable des ENR si son modèle de développement continue à être celui du dumping social !

FO réitère son refus de la sobriété telle que mise en avant par certaines ONG.

La priorité c'est l'accès à l'énergie pour tous et la fin de la précarité énergétique, en aucun cas la décroissance !

Contact presse :

CHORIN Jacky

Délégué fédéral

Tél. : 06 07 89 77 07

@ : jacky.chorin@fnem-fo.org